

LEÇON 2 : Les enjeux clés et la répartition du budget

QUESTIONS D'ORIENTATION :

Comment est-ce que les décisions budgétaires affectent ma famille, ma communauté ou moi-même ?
Selon moi, quel enjeu est-ce que le gouvernement du Canada doit adresser dans le budget de 2019 ?

GRANDE IDÉE :

Les gouvernements prennent des décisions financières afin d'adresser des enjeux importants et dans un effort d'influencer l'économie. Dans une démocratie, les citoyens devraient s'informer sur les enjeux et les politiques publiques proposées et prendre un rôle actif dans le discours public.

Dans l'activité d'introduction, les élèves s'imaginent qu'ils sont le ministre des Finances et planifient de quelle façon ils dépenseraient et percevraient les 300 milliards de dollars. Ensuite, ils passent en revue les prévisions budgétaires officielles du gouvernement fédéral pour l'exercice financier actuel et comparent les chiffres avec leurs propres estimés. Les élèves apprennent certains des concepts essentiels en lien à l'élaboration du budget du gouvernement avant de passer en revue certaines des annonces budgétaires de 2018. Après avoir écouté d'autres jeunes Canadiens, les élèves choisissent un enjeu qui leur importe et ils analysent la manière dont le gouvernement fédéral peut agir.

OBJECTIFS D'APPRENTISSAGE :

À l'issue de la leçon, les élèves seront en mesure :

- de démontrer des compétences de pensée critique en ce qui a trait aux priorités de financement du Gouvernement fédéral ;
- d'expliquer les concepts de politique financière, de stimulation et d'austérité ;
- de comparer et d'analyser les différents points de vue sur les priorités pour le budget à venir ; et
- d'analyser un enjeu civique et les possibles actions que le gouvernement du Canada peut prendre pour améliorer la situation.

RESSOURCES :

- Fiche 2.1 : Mon budget fédéral
- Fiche 2.2 : Examiner les enjeux
- Diapositives D : La répartition du budget fédéral de 2018
- Diapositives E : L'économie et la politique fiscale
- Diapositives F : Comparaisons internationales
- Les résultats des Consultations budgétaires auprès des élèves de 2018
- Vidéos des opinions des jeunes (des jeunes Canadiens s'expriment sur des enjeux majeurs qui leur sont chers)

ACTIVITÉS :

Amorce : 25 à 30 min.

1. À l'aide de la Fiche 2.1, demandez à vos élèves de s'imaginer qu'ils sont le ministre des Finances et demandez-leur de quelle façon ils dépenseraient et percevraient les 300 milliards de dollars pour assurer le fonctionnement du gouvernement du Canada et la prestation des services pour l'année à venir.

Note à l'enseignant : Il pourrait être utile de visionner de nouveau les vidéos 2 et 3 (sur les dépenses et les revenus du gouvernement du Canada) de la section 'Les concepts de base du budget' pour se rafraîchir la mémoire.

2. Donnez aux élèves suffisamment de temps pour 'se retourner et discuter' avec leurs camarades, pour ensuite faire un compte-rendu en classe. Questions d'orientation :

- Comment est-ce que vous décidez quels domaines de responsabilité recevraient le plus d'argent ?
- Comment est-ce que vous décidez lesquelles sources de revenus apporteraient le plus d'argent ?

3. À l'aide des diapositives D, examinez la répartition budgétaire du gouvernement du Canada pour l'année fiscale en cours (1^{er} avril 2018 au 31 mars 2019) basées sur les projections du budget fédéral (déposé par le ministre des Finances, le 27 février 2018).

- Dépenses = 338,5 milliards de dollars (sortie d'argent)
- Revenus = 323,4 milliards de dollars (entrée d'argent)
- Dette = 669,6 milliards de dollars (argent emprunté, mais pas encore remboursé)

4. Demandez à vos élèves de comparer leur allocation du budget avec la répartition des principales dépenses et des principaux revenus en utilisant l'information des Diapositives D. Comment se comparent les budgets des élèves avec le budget du gouvernement du Canada pour cet exercice ?

Instruction et mise en pratique : 25 à 30 min.

1. Présentez les termes clés suivants : l'économie, la politique fiscale, la stimulation et l'austérité.
 - L'Économie : la richesse et les ressources d'un pays ou d'une région, plus particulièrement en lien avec la production et la consommation de biens et services.
 - La politique fiscale : lorsqu'un gouvernement ajuste ses revenus et/ou dépenses de façon à exercer une influence sur l'économie.
 - La stimulation : la politique des « dépenses gouvernementales » qui crée des emplois et vise à stimuler l'économie (se traduit généralement par des investissements dans les infrastructures). Les gouvernements partout dans le monde, y compris au Canada, ont lancé des programmes de stimulation afin de combattre les effets de la dernière récession mondiale (déclin marqué de l'activité économique survenu vers la fin des années 2000).
 - L'Austérité : la politique de « compressions budgétaires » du gouvernement repose sur des mesures rigoureuses visant à limiter les dépenses et à réduire le déficit. Suite à la récente récession mondiale, les gouvernements de partout dans le monde font face à des problèmes graves liés au déficit et à la dette. Afin d'éviter la faillite, certains pays n'ont d'autres choix que d'imposer des mesures de compression des dépenses strictes pour améliorer leur situation (p. ex., Grèce, Espagne).

2. À l'aide des Diapositives D ou les autres sources médiatiques, analysez les annonces et les mesures du budget de 2018 et demandez aux élèves leurs commentaires dans une discussion.

- Le budget de gouvernement du Canada ne sera équilibré qu'à partir de 2022.
- Les lois sur l'équité salariale pour les employés du gouvernement du Canada et les industries sous réglementation fédérale pour réduire l'écart salarial.

- 1,2 milliards \$ sur cinq ans pour créer un nouveau programme incitant les pères de nouveau-nés à prendre un congé paternité de 5 semaines non-transférable.
- \$447 millions \$ sur cinq ans pour créer une nouvelle stratégie pour les compétences et l'emploi des Autochtones et \$1.4 milliards sur six ans pour les services de soutiens aux enfants et familles autochtones.
- Augmenter le salaire net pour les travailleurs à faible revenu dans un crédit d'impôt réorganisé, qui s'appelle l'Allocation canadienne pour les travailleurs (ACT). C'est une version 'plus généreuse' et 'plus accessible' de l'ancienne Prestation fiscale pour le revenu du travail (PFRT).
- Un nouveau comité consultatif pour évaluer l'économie et conduire des consultations sur la faisabilité d'un programme national d'assurance-médicaments, ce qui pourrait faire réaliser des économies considérables aux patients et au gouvernement.
- 3,8 milliards \$ supplémentaires pour soutenir les sciences. Une grande partie des fonds sera dédiée au financement de la recherche fondamentale en sciences physiques et de la vie, en sciences sociales et en santé, dans les universités et les autres institutions.

3. En utilisant les vidéos sur les opinions des jeunes mises en ligne sur le site internet des Consultations budgétaires auprès des élèves, explorez les enjeux relevés par les jeunes Canadiens de partout au pays et pourquoi ils croient que leurs préoccupations devraient être soulevés dans le budget de 2019. Ces enjeux comprennent, entre autres : l'environnement, la santé mentale, la responsabilité fiscale et les droits des Autochtones. Dépendamment du temps disponible, vous pourriez mettre l'accent sur un ou certains de ces enjeux.

Par la suite, faites un compte-rendu en classe. Questions d'orientation :

- Qu'avez-vous appris en écoutant les perspectives partagées dans chaque vidéo ?
- Avec quelles opinions êtes-vous le plus en accord ? Pourquoi ?

Résumé : 15-30 min

Individuellement ou en groupe, demandez aux élèves de choisir un enjeu et de déterminer une action ou mesure du budget que le gouvernement du Canada pourrait prendre pour améliorer la situation. Les questions d'orientation :

- Quelles sont les conditions sous-jacentes de l'enjeu ?
- Qui est affecté et comment ? Pourquoi cela se produit ?
- Quel rôle joue le gouvernement du Canada ? Que peut-il faire ?
- Comment est-ce qu'on peut évaluer les progrès ?

Demandez aux élèves de promouvoir une cause auprès du gouvernement en utilisant la méthode de leur choix. Cela peut être une lettre au ministre des Finances, la production d'un texte argumentatif, une vidéo, une présentation avec diapositives ou une œuvre multimédia.

POUR APPROFONDIR LA QUESTION :

- A. À l'aide des sources médiatiques, passez en revue les points saillants du budget 2018. Est-ce qu'il y a des aspects que vous aimez ou n'aimez pas ? Quels politiques vous touchent, vous et votre famille ?

Articles recommandés :

- [“Ottawa prévoit venir en aide à la presse écrite dans son prochain budget,” *Radio-Canada* \(26 janvier 2018\)](#)
- [“Budget fédéral: les femmes francophones attendent de voir,” #ONFR \(24 janvier 2018\)](#)
- [“Les Franco-Manitobains dans la mire du budget fédéral 2018,” *Radio-Canada* \(29 janvier 2018\)](#)
- [“Ottawa cumule un déficit budgétaire de 9,1 milliards,” *La Presse* \(26 janvier 2018\)](#)
- [“Morneau dit préparer l’avenir,” *Le Devoir* \(28 février 2018\)](#)

B. En préparation du questionnaire des Consultations, demandez aux élèves d’effectuer une recherche sur les enjeux économiques du pays et/ou de demander aux membres de leur famille comment le gouvernement pourrait améliorer l’économie et venir en aide à leur famille.

Questions clés :

- Quelle est la mesure la plus importante que le gouvernement pourrait prendre afin d’aider les familles ? De quel ministère cette aide financière pourrait-elle provenir ?
- Qu’est-ce que le gouvernement peut faire pour aider les Canadiens à développer leurs compétences à leur plein potentiel ici, au Canada ?
- Comment pouvons-nous mieux préparer les Canadiens face aux changements technologiques qui vont avoir un impact sur leur force de travail ?

C. Le Canada et les États-Unis sont voisins sur le plan géographique, mais également similaires à d’autres égards. Cependant, les deux pays ont une approche différente en ce qui a trait aux dépenses du gouvernement et aux services sociaux :

- Les impôts au Canada sont plus élevés en moyenne qu’aux États-Unis. Au Canada, la plupart des citoyens paient environ 42% de leurs revenus en impôts. Aux États-Unis, ce taux est plutôt de 30%.
- Le système de santé canadien est financé presque entièrement par le gouvernement. Aux États-Unis, la santé n’est que partiellement financée. Les citoyens doivent acheter une assurance-maladie privée ou payer des frais médicaux élevés s’ils sont malades ou blessés. Par exemple, une chirurgie à cœur ouvert aux États-Unis peut coûter jusqu’à 100 000 \$ US.
- Le Canada dépense beaucoup plus pour ses programmes et avantages sociaux. Par exemple, les nouveaux parents peuvent prendre jusqu’à un an de congé parental et dans la plupart des cas, ils ont droit à des prestations d’assurance-emploi (tant qu’ils ont été employés pendant l’année précédente). Aux États-Unis, les employeurs ne sont tenus d’accorder à leurs employés que 12 semaines de congé non rémunérées. Les avantages sociaux ne sont pas obligatoires et dépendent en grande partie de l’employeur.
- Les établissements postsecondaires du Canada bénéficient d’un financement partiel du gouvernement pour contenir la hausse des frais de scolarité. Aux États-Unis, les collèges et universités ne bénéficient d’aucun financement, les frais de scolarité sont donc beaucoup plus élevés. Le coût moyen d’une année de formation postsecondaire au Canada est d’environ 6000 \$, alors qu’il peut atteindre 30 000 \$ aux États-Unis.

Questions de suivi :

- Iriez-vous quand même chez le médecin si vous deviez payer votre visite?
- Dans quelle mesure votre budget personnel changerait-il si vous étiez responsable pour payer vos mêmes soins de santé?
- Des frais de scolarité plus élevés influenceraient-ils votre décision d'aller à l'université ou au collège?
- Préférez-vous des impôts moins élevés et moins de services, ou plus de services et des impôts plus élevés?

D. À l'aide des diapositives E, analysez la situation financière du Canada par rapport à celle d'autres pays en comparant : le déficit pour l'année courante, le déficit par personne, le taux de chômage, le taux de chômage chez les jeunes, la dette nationale, la dette par personne et la dette par rapport au PIB.

La **dette par rapport au PIB** est une mesure de la dette d'un pays en lien avec son produit intérieur brut (PIB). En comparant ce qu'un pays doit à ce qu'il produit, le ratio de la dette par rapport au PIB est un indice de la capacité d'un pays à rembourser sa dette. Les gouvernements tendent vers un faible ratio dette-PIB. L'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE) encourage les pays à viser un ratio dette-PIB inférieur à 50.

Questions :

- Comment la situation financière du Canada se compare à celle d'autres pays?
- Y a-t-il des pays où l'économie et les perspectives d'emploi sont plus dynamiques qu'au Canada? Si oui, lesquels?
- D'un point de vue économique, quel est le pays offrant les perspectives à long terme les plus intéressantes?
- Quelles sont les conséquences pour le Canada quand vient le temps d'attirer de nouveaux résidents lorsque d'autres juridictions ont de meilleures perspectives d'emploi et une économie plus dynamique?

RESSOURCES ADDITIONNELLES

- Ministère des Finances du Canada - www.fin.gc.ca/fin-fra.asp
- Budget 2018, Gouvernement du Canada - <https://www.budget.gc.ca/2018/docs/plan/budget-2018-fr.pdf>
- Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE) - <http://www.oecd.org/fr/>